

La drôle de mission du président du Parlement européen à Ghaza

Lors du point de presse tenu jeudi passé à Bruxelles, le président du Parlement européen (PE) a donné l'impression de ne pas trop savoir pourquoi il se rend à Ghaza...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Rencontrer le Hamas ? «Non», a-t-il répondu, «cette organisation est sur une liste noire».

«Si vous ne rencontrez pas Hamas qui contrôle la situation sur le terrain, pourquoi alors se rendre à Ghaza ?» lui assène un journaliste.

Réponse : «Tout d'abord, je ne

m'y rends pas en tant que président du Parlement européen, mais en tant que coordinateur de l'Assemblée euro-méditerranéenne.» Ce qui, du point de vue des observateurs, ne change rien à la donne. Hans Pottering reste Hans Pottering, qu'il soit président du Parlement européen ou de l'AG euro-méd A une interrogation relative à ce que serait sa réaction au cas où l'un ou l'autre des membres de la délégation venait à rencontrer des dirigeants du Hamas, H. Pottering a laissé pantois le parterre des journalistes présents à l'auditorium Anna-Politovskaïa.

«Ils le peuvent, mais ça sera à titre individuel pas en tant que membres de la mission.»

Relevons que trois parlementaires (Egypte, Jordanie, Maroc) de la rive sud de la Méditerranée font partie de la délégation. Tout porte à croire, évidemment, que leur présence est destinée à débloquer une situation inextricable à la veille de la tenue de la Conférence euro-méditerranéenne à la mi-mars prochain à Bruxelles. Bruxelles, en effet, craint fort que l'expédition punitive israélienne contre Ghaza n'ait totalement — ou presque — tué l'Assemblée euro-méd.

Les appréhensions de l'UE vont au-delà même de ça. Que deviendront la PEV (Politique européenne de voisinage) et l'UPM (Union pour la Méditerranée) si le dialogue, même tenu, n'est pas rétabli entre

Israéliens et Palestiniens ? Et comment réinitier un tel dialogue si la bande de Ghaza n'y est pas représentée ? Et si elle ne l'y était pas, comment reprendre les discussions ?

A ces questions, le président du Parlement européen a répondu sans grande conviction.

«Un gouvernement d'union nationale palestinien, a-t-il dit, réglera sans doute le problème.» En ajoutant : «Moi, à titre personnel, je ne suis pas contre la reprise des pourparlers avec Hamas.»

Avant de préciser : «Il faut que ce dernier reconnaisse l'existence d'Israël»... Et, nous voilà repartis !

A. M.

IRAK

Le député sunnite impliqué dans un attentat parle de machination

Le député sunnite irakien Mohammed al-Daïni, accusé par les forces de sécurité d'implication dans un attentat contre la cafétéria du Parlement, qui avait fait huit morts dont un député, en 2007, a affirmé hier qu'il s'agissait d'une machination.

«Je fais face à une campagne déloyale de nature politique», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au Parlement, au lendemain de la présentation par le commandant militaire de Bagdad, le général Qassem Atta, de vidéos dans lesquelles le neveu et le responsable de la sécurité du député avouent avoir commis des crimes sur son ordre. Laissant entendre que les

aveux des deux suspects avaient été extorqués sous la torture, il a appelé «les organisations internationales, l'ONU, le ministère des Droits de l'homme et des ONG humanitaires à rendre visite à mes gardes en prison et à les présenter devant un comité médical indépendant», a-t-il dit.

Niant catégoriquement être mêlé à l'attentat, il a demandé à la commission parlementaire de la sécurité et de la défense de «révéler les conclusions de son enquête, car nous sommes victimes d'une accusation mensongère». Il a également demandé au Premier ministre Nouri al-Maliki «de ne pas aller trop loin en s'attaquant à la volonté populaire que représentent les parlementaires».

Riadh Ibrahim al-Daïni avait assuré que son oncle lui avait «ordonné en 2007 d'introduire le kamikaze au Parlement». L'auteur de l'attaque est, d'après lui, «entré avec une autorisation délivrée par Mohammed al-Daïni». Il a également reconnu «avoir commis des dizaines de crimes» sur ordre du député.

L'immunité de Mohammed al-Daïni, du Front du dialogue national, une petite formation sunnite, n'a pas encore été levée, mais une demande a été adressée en ce sens aux autorités judiciaires, selon Qassem Atta.

Ingénieur de formation, frisant la quarantaine, le député est originaire de Danyiah, au nord-est de Bagdad, dans la province de Diyala.

RUSSIE

Les communistes manifestent contre la réforme de l'armée

Quelque 3 000 partisans russes du parti communiste ont manifesté hier contre la réforme de l'armée à l'occasion de la Journée du défenseur de la patrie, et ont demandé la démission des dirigeants russes, a constaté un photographe de l'AFP. Les manifestants, âgés pour la plupart, réunis dans le centre de Moscou, ont brandi dans le froid des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau, symbole de l'Union soviétique. «Honte au gouvernement pour les réductions des effectifs de l'armée», clamaient leurs affiches. «Ce qu'on appelle la réforme de l'armée est en fait la liquidation de l'armée. Sans armée, la Russie n'a pas d'avenir», a déclaré à la tribune le leader communiste Guennadi Ziouganov.

Cette réforme prévoit la création d'une armée professionnelle à la place de celle en place, qui copie l'ancienne armée soviétique. L'armée russe, qui fonctionne sur le principe de la conscription, compte 1,13 million d'hommes. Elle est engagée dans un processus de professionnalisation partielle qui prend du retard et, de l'avis de nombreux experts, reste enfermée dans des schémas stratégiques et tactiques révolus. D'autres manifestants ont demandé la démission du président Dmitri Medvedev et du Premier ministre Vladimir Poutine. La Russie célèbre hier la fête nationale appelée la Journée du défenseur de la patrie, qui a remplacé la Fête de l'armée et de la flotte soviétiques.

Le président russe Dmitri Medvedev a déposé une gerbe au monument du Soldat inconnu au pied des murs du Kremlin.